



Communiqué de presse
10^e sondage Alimentation et activité physique
Berne, le 20 septembre 2023

Les Suissesses et les Suisses ne veulent pas que l'alimentation soit orientée par l'impôt

Lorsqu'il est question de denrées alimentaires, les Suissesses et les Suisses veulent la transparence. Une majorité des 1000 personnes interrogées fait passer l'information et la sensibilisation avant l'intervention de l'État. Elles rejettent l'impôt comme moyen de guider l'alimentation. La plupart mangent régulièrement de la viande et une sur cinq prend des compléments alimentaires. Un tiers d'entre elles ressentent une pression à adopter certains comportements alimentaires. Tels sont les constats majeurs du sondage représentatif Alimentation et activité physique 2023 de gfs.bern.

72 % des personnes en âge de voter mangent régulièrement la viande

Les succédanés de viande envahissent les étals. Pourtant, seulement 3 % de la population suisse en âge de voter suit un régime végétarien ou végan¹. 72 % des personnes interrogées mangent régulièrement de la viande. 21 % se considèrent comme flexitariens, et consomment de la viande occasionnellement. Les hommes sont plus nombreux à manger régulièrement de la viande que les femmes (82 % contre 63 %). On observe aussi des différences entre les générations : chez les baby-boomers (années de naissance 1946-1963), la proportion de flexitariens est plus élevée (28 %), alors qu'elle est de 8 % environ chez les personnes nées en 1945 ou avant.

La plupart des personnes interrogées estiment que leur alimentation est équilibrée

85 % des personnes interrogées estiment que leur alimentation est équilibrée. La proportion de celles qui trouvent que leur alimentation est particulièrement équilibrée diminue depuis 2021. 70 % sont satisfaites de leur poids, tandis qu'un quart souhaiterait maigrir. En 2023, 36 % ont déclaré consommer au moins une portion de légumes, salade et fruits par jour. 97 % estiment qu'une nourriture fraîche est plus importante pour la santé que les compléments alimentaires. 88 % des personnes interrogées pensent qu'avec une alimentation équilibrée, il n'y a pas besoin de compléments alimentaires.

Une personne sur cinq prend régulièrement des compléments alimentaires

22 % des personnes interrogées déclarent prendre régulièrement des compléments alimentaires tels que vitamines, minéraux ou acides gras, dans l'idée de compenser une carence (75 %), de prévenir des maladies (72 %) ou d'avoir plus d'énergie (66 %). 26 % souhaitent renforcer les cheveux, les ongles et la peau, et 25 %, former leur corps. D'autres raisons sont les douleurs chroniques (12 %) et le désir d'enfant (8 %). Plus les personnes interrogées sont jeunes, plus il semble important d'avoir de l'énergie et de former le corps. Pour les personnes plus âgées, la préoccupation première est la prévention.

¹ La marge d'erreur d'échantillonnage est de 2,1 %.



Un tiers ressent une pression à adopter un certain comportement alimentaire

81 % des personnes interrogées mangent ce qui leur fait envie. Un tiers d'entre elles ressentent une pression à adopter un certain comportement alimentaire. Pour 32 %, la pression vient de l'entourage, et pour 30 %, de la société. La génération Z (années de naissance 1995-2009) ressent davantage cette pression que les baby-boomers. En revanche, les avis convergent sur un point des habitudes alimentaires : 83 % essayent de se nourrir dans le respect du développement durable. Par ailleurs, 47 % mangent volontiers et régulièrement au restaurant, tandis que 29 % déclarent devoir compter pour leurs dépenses alimentaires. La snackification fait son entrée : 38 % ne prennent plus trois repas principaux, mais plusieurs collations saines le long de la journée.

L'alimentation ne doit pas être orientée par l'impôt

Comment influencer sur les comportements alimentaires ? 75 % des personnes interrogées souhaitent une société qui mise sur l'information et la sensibilisation afin de renforcer la responsabilité individuelle. La proportion des personnes en âge de voter qui veulent diriger les comportements alimentaires par l'impôt et la loi est comprise entre 10 % et 15 %. Une majorité s'oppose à ce genre de taxes et de lois. On observe toutefois une évolution : en 2022, 13 % étaient favorables à une intervention de l'État pour lutter contre le surpoids, contre 24 % en 2023.

Les consommatrices et les consommateurs sont responsables de leur alimentation

Qui contribue à ce que la population suisse se nourrisse de manière équilibrée et ait une activité physique suffisante ? Du point de vue des personnes interrogées, ce sont les consommatrices et les consommateurs ainsi que leur environnement qui apportent la plus grosse contribution, avec une note de 7,5 sur une échelle de 0 à 10. Le deuxième facteur est la famille et le cercle d'amis (6,6), et le troisième, l'école (6,0). Suivent les organisations de défense des consommateurs (5,9), l'Office fédéral de la santé publique (5,8), les producteurs de denrées alimentaires (5,8), les médias (5,6) et le secteur des boissons rafraîchissantes (5,5).

L'État et l'économie doivent miser sur la prévention et l'information

Pour les mesures de l'État concernant l'alimentation et l'activité physique, la prévention passe avant l'intervention. Les mesures les mieux accueillies sont les programmes de prévention pour les groupes à risque et les projets associant le secteur privé (tous deux à 92 %). Un exemple de projet en partenariat public-privé est la réduction de la teneur en sucre dans le cadre de la Déclaration de Milan. Un enseignement obligatoire de la diététique à l'école recueille 86 % d'approbation. 72 % se déclarent favorables à davantage d'enseignement de sport. Comment les fabricants de denrées alimentaires peuvent-ils contribuer à une alimentation plus équilibrée ? 96 % des personnes interrogées souhaitent des indications transparentes et compréhensibles sur les produits. 87 % sont favorables à une simplification de la déclaration de la valeur nutritionnelle.



GROUPE D'INFORMATION BOISSONS RAFRAÎCHISSANTES

Une majorité contre un impôt sur les denrées alimentaires contenant du sucre, du sel et des graisses

Une majorité continue rejeter une taxe sur les denrées alimentaires contenant du sucre, du sel ou des graisses. 35 % y sont favorables en 2023, contre 25 % en 2022. Cette augmentation s'explique par une plus grande visibilité de la thématique aux niveaux national et mondial. De plus, les interventions de l'État semblent être mieux accueillies. En Suisse romande, le taux d'approbation a par contre baissé de 47 % à 40 %. Le constat est intéressant, car la taxe sur le sucre s'est invitée dans le débat politique dans la partie francophone.

Seuls 33 % des personnes interrogées pensent qu'une taxe sur les denrées alimentaires contenant du sucre, du sel et des graisses pourrait avoir une influence sur la consommation. 66 % sont convaincus qu'on ne peut pas changer les habitudes alimentaires à coup d'impôts. 72 % sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle ce ne sont pas les denrées qui sont décisives, mais les habitudes alimentaires. 76 % considèrent qu'une taxe sur le sucre est injuste parce qu'elle frappe plus durement les pauvres.

Les producteurs de boissons rafraîchissantes réduisent le sucre par eux-mêmes

Environ 40 % des boissons rafraîchissantes produites en Suisse sont sans sucre ou à teneur en sucre réduite. Les fabricants encouragent un choix éclairé et répondent à la demande de boissons allégées. 66 % des personnes interrogées sont d'avis qu'il y a suffisamment d'alternatives sans sucre ou à teneur en sucre réduite.

Les fabricants de boissons rafraîchissantes réduisent le sucre depuis des années sur une base volontaire. De 2005 à fin 2020, la teneur a baissé de 15 %. Le 14 février 2023, les fabricants de boissons et les détaillants ont signé la Déclaration de Milan avec Alain Berset, président de la Confédération. Ce faisant, ils se sont engagés à diminuer la teneur en sucre des boissons de 10 % supplémentaires avant fin 2024.

gfs.bern a réalisé la dixième édition du sondage Alimentation et activité physique en mars 2023 sur mandat du Groupe d'information Boissons rafraîchissantes. Les données sont issues d'une enquête représentative menée auprès de 1000 Suissesses et Suisses en âge de voter.

Renseignements :

Marcel Kreber, secrétaire : 079 650 48 73

David Arnold, responsable communication : 044 221 21 85

Cloé Jans, directrice des activités opérationnelles et porte-parole de gfs.bern : 079 646 87 63

Le « groupe d'information Boissons rafraîchissantes : vivre activement et boire de manière responsable » est un groupe indépendant axé sur le dialogue et composé de représentants des producteurs de boissons rafraîchissantes et de personnalités politiques nationales. Il a été fondé en 2013 à l'initiative des producteurs de boissons rafraîchissantes.

Pour de plus amples informations : www.gi-boissons-rafraichissantes.ch | Twitter : @info_IGEG

Groupe d'information Boissons rafraîchissantes (GIBR)

c/o Association suisse des sources d'eaux minérales et des producteurs de soft drinks

Engimattstrasse 11 | Case postale | CH-8027 Zurich